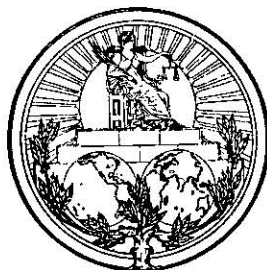


COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

MÉMOIRES, PLAIDOIRIES ET DOCUMENTS

RÉSERVES A LA CONVENTION
POUR LA PRÉVENTION ET LA
RÉPRESSION DU CRIME
DE GÉNOCIDE

AVIS CONSULTATIF DU 28 MAI 1951



INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

PLEADINGS, ORAL ARGUMENTS, DOCUMENTS

RESERVATIONS TO THE
CONVENTION ON THE PREVENTION
AND PUNISHMENT OF THE
CRIME OF GENOCIDE

ADVISORY OPINION OF MAY 28th, 1951



PIÈCES DÉPOSÉES AU COURS DE LA
PROCÉDURE ORALE
DOCUMENTS SUBMITTED DURING
THE ORAL PROCEEDINGS

SUPPLEMENT TO ANNEXED DOCUMENTS TO THE WRITTEN
STATEMENT SUBMITTED BY THE SECRETARY-GENERAL OF
THE UNITED NATIONS¹

Annexed Document No. 1

CN.2.1951.TREATIES

CONVENTION OF 9 DECEMBER 1948
ON THE PREVENTION AND PUNISHMENT OF THE CRIME OF GENOCIDE
*Communications from Ecuador*²

5 February, 1951.

Sir,

I am directed by the Secretary-General to refer to letters CN.191.1950. TREATIES of 21 November, 1950, and CN.196.1950. TREATIES of 29 November, 1950, informing you of the receipt of the instruments of accession of the Government of the People's Republic of Romania and of the Republic of Poland, respectively, to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, with reservations relating to Articles IX and XII.

I now have the honour to submit herewith the translations of two letters of 9 January, 1951, from the Minister for Foreign Affairs of the Republic of Ecuador stating that the Government of Ecuador does not accept the afore-mentioned reservations.

Please accept, etc.

(Signed) IVAN S. KERNO,
Assistant Secretary-General,
Legal Department.

Annexed Document No. 2

[Translated from Spanish]

THE MINISTRY OF FOREIGN RELATIONS OF ECUADOR
TO THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS

Quito, 9 January, 1951.

Mr. Secretary-General,

I have the honour to acknowledge the receipt of Note No. CN.191 *a* of 21 November of last year by which you informed this Ministry

¹ See pp. 111-194.

² Sent in English or in French to States entitled to become parties, but which have not yet become so.

that the Government of the Republic of Romania has confirmed its ratification of the Convention of 9 December, 1948, on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, accepting it with reservations to Articles IX and XII of that international instrument.

In reply, I have the honour to inform you that the Government of Ecuador does not accept the afore-mentioned reservations made by the Government of Romania to Articles IX and XII of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide.

I take this opportunity, etc.

(Signed) L. NEFTALÍ PONCE,
Minister of Foreign Relations.

Annexed Document No. 3

THE MINISTRY OF FOREIGN RELATIONS OF ECUADOR
TO THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS

[Translated from Spanish]

Quito, 9 January, 1951.

Mr. Secretary-General,

I have the honour to acknowledge the receipt of note No. CN.196 a, of 18 December of last year, by which you informed this Ministry that the Government of the Republic of Poland has confirmed its ratification of the Convention of 9 December, 1948, on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide accepting it with reservations to Articles IX and XII of that international instrument.

In reply, I have the honour to inform you that the Government of Ecuador does not accept the afore-said reservations made by the Government of the Republic of Poland to Articles IX and XII of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide.

I take this opportunity, etc.

(Signed) L. NEFTALÍ PONCE,
Minister of Foreign Relations.

Annexed Document No. 4

CN.2.1951.TREATIES

CONVENTION DU 9 DÉCEMBRE 1948
POUR LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION DU CRIME DE GÉNOCIDE

*Communications de l'Équateur*¹

Le 5 février 1951.

Je suis chargé par le Secrétaire général de me référer aux lettres CN.191.1950.TREATIES du 21 novembre 1950, et CN.196.1950.TREATIES

¹ Adressée en français ou en anglais aux États susceptibles de devenir parties, mais qui ne le sont pas encore devenus.

du 29 novembre 1950, vous informant de la réception des instruments d'adhésion du Gouvernement de la République populaire de Roumanie et de la République de Pologne à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, avec des réserves relatives aux articles IX et XII.

J'ai maintenant l'honneur de vous communiquer ci-joint la traduction de deux lettres du 9 janvier 1951 du ministre des Affaires étrangères de la République de l'Équateur, aux termes desquelles le Gouvernement de l'Équateur n'accepte pas les réserves mentionnées ci-dessus.

Veillez agréer, etc.

(Signé) IVAN S. KERNO,
Secrétaire général adjoint,
Département juridique.

Annexed Document No. 5

LE MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES DE L'ÉQUATEUR
AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES

[Traduction de l'espagnol]

Quito, le 9 janvier 1951.

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre communication du 18 décembre 1950, référence CN.196 a, par laquelle vous me faites connaître que le Gouvernement de la République de Pologne a confirmé sa ratification de la Convention du 9 décembre 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide, en formulant des réserves au sujet des articles IX et XII de cet instrument international.

En réponse à cette communication, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de l'Équateur n'accepte pas les réserves susmentionnées faites par le Gouvernement de la République de Pologne aux articles IX et XII de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) L. NEFTALÍ PONCE,
Ministre des Relations extérieures.

Annexed Document No. 6

LE MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES DE L'ÉQUATEUR
AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES

[Traduction de l'espagnol]

Quito, le 9 janvier 1951.

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre communication du 21 novembre 1950, référence CN.191 a, par laquelle vous me faites

connaître que le Gouvernement de la République populaire de Roumanie a confirmé sa ratification de la Convention du 9 décembre 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide, en formulant des réserves au sujet des articles IX et XII de cet instrument international.

En réponse à cette communication, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de l'Équateur n'accepte pas les réserves susmentionnées faites par le Gouvernement de la République populaire de Roumanie aux articles IX et XII de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Je saisis cette occasion, etc.

(*Signé*) L. NEFTALÍ PONCE,
Ministre des Relations extérieures.

Annexed Document No. 7

CN.2a.1951.TREATIES

CONVENTION OF 9 DECEMBER, 1948,
ON THE PREVENTION AND PUNISHMENT OF THE CRIME OF GENOCIDE

*Communications from Ecuador*¹

5 February, 1951.

Sir,

I am directed by the Secretary-General to refer to letters CN.191a.1950. TREATIES of 21 November, 1950, and CN.196 a.1950. TREATIES of 18 December, 1950, informing you of the receipt of the instrument of accession of the Government of the People's Republic of Romania and of the Republic of Poland, respectively, to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, with reservations relating to Articles IX and XII.

I now have the honour to submit herewith the translation of two letters of 9 January, 1951, from the Minister for Foreign Affairs of the Republic of Ecuador stating that the Government of Ecuador does not accept the afore-mentioned reservations.

Please accept, etc.

(*Signed*) IVAN S. KERNO,
Assistant Secretary-General,
Legal Department.

¹ Sent in English or in French to States parties to the Convention.

Annexed Document No. 8

CN.2 a.1951.TREATIES

CONVENTION DU 9 DÉCEMBRE 1948
POUR LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION DU CRIME DE GÉNOCIDE

*Communications de l'Équateur*¹

Le 5 février 1951.

Je suis chargé par le Secrétaire général de me référer aux lettres CN.191 a.1950. TREATIES du 21 novembre 1950, et CN.196 a. 1950. TREATIES du 18 décembre 1950, vous informant de la réception des instruments d'adhésion du Gouvernement de la République populaire de Roumanie et de la République de Pologne à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, avec des réserves relatives aux articles IX et XII.

J'ai maintenant l'honneur de vous communiquer ci-joint la traduction de deux lettres du 9 janvier 1951 du ministre des Affaires étrangères de la République de l'Équateur, aux termes desquelles le Gouvernement de l'Équateur n'accepte pas les réserves mentionnées ci-dessus.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) IVAN S. KERNO,
Secrétaire général adjoint,
Département juridique.

Annexed Document No. 9

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'IRAN
AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Téhéran, le 15 janvier 1951.

Monsieur le Secrétaire général,

Me référant à toute la correspondance que vous avez bien voulu m'adresser au sujet de la ratification ou de l'adhésion, avec ou sans réserves, de divers gouvernements, Membres ou non membres de l'Organisations des Nations Unies, à la Convention du 9 décembre 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide, j'ai l'honneur de vous rappeler que le Sénat a, en date de 8 novembre 1950, voté à l'unanimité et sans aucune réserve en faveur de ladite convention. Il ne fait pas de doute que la Chambre des Députés en fera bientôt de même, et que les instruments de ratification de cette convention par l'Iran pourront vous être remis.

Toutefois, une question se pose à propos de laquelle je voudrais dès à présent vous informer de l'opinion de mon gouvernement. Il s'agit de la question des réserves faites par certains gouvernements à l'effet de certains articles de la convention. J'ai appris avec plaisir

¹ Adressée en français ou en anglais aux États parties à la convention.

la solution recommandée par la Sixième Commission et adoptée par l'Assemblée générale, et en attendant l'avis de la Cour internationale de Justice et l'opinion de la Commission du droit international, je réserve la position du Gouvernement iranien afin que notre silence ne soit pas interprété dans le sens de l'acceptation des effets des réserves formulées.

Veillez agréer, etc.

(Signé) MOHSEN RAIS,
Ministre des Affaires étrangères.

Annexed Document No. 10

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT
AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'IRAN

LEG.318/2/03

Monsieur le Ministre,

Je suis chargé par le Secrétaire général d'accuser réception de votre lettre n° 47232/2563 du 15 janvier 1951, par laquelle vous l'informez que les instruments de ratification par votre gouvernement de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide lui seront transmis après l'approbation du texte de cette convention par la Chambre des Députés, ce texte ayant déjà été voté à l'unanimité et sans aucune réserve par le Sénat.

Je comprends en outre qu'en attendant l'approbation de la Chambre des Députés vous réservez la position du Gouvernement iranien au sujet des réserves formulées par certains États lors de leur ratification ou de leur adhésion à ladite convention afin que votre silence en ce moment ne puisse être interprété dans le sens de l'acceptation des effets des réserves formulées.

J'aimerais souligner que la présente position de votre gouvernement ne peut être envisagée que comme une indication de son attitude actuelle, son silence au moment du dépôt de l'instrument de ratification devrait être interprété dans le sens de l'acceptation des réserves.

Veillez agréer, etc.

(Signé) IVAN S. KERNO,
Secrétaire général adjoint,
Département juridique.

Annexed Document No. 11

C.N.II.1951.TREATIES

CONVENTION OF 9 DECEMBER, 1948,
ON THE PREVENTION AND PUNISHMENT OF THE CRIME OF GENOCIDE

*Communications by Australia*¹

28 February, 1951.

Sir,

I am directed by the Secretary-General to transmit herewith copies of two letters received from the Acting Permanent Representative of Australia to the United Nations concerning the attitude of his Government with respect to the reservations to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide made by the Government of the People's Republic of Romania and by the Government of the Republic of Poland in their instruments of accession to the said Convention.

The present communication is circulated in accordance with paragraph 3 of the Resolution on reservations to multilateral conventions adopted by the General Assembly on 16 November, 1950.

Please accept, etc.

(Signed) IVAN S. KERNO,
Assistant Secretary-General,
Legal Department.

Annexed Document No. 12

Annex 1 to C.N.II.1951.TREATIES

THE ACTING PERMANENT REPRESENTATIVE OF AUSTRALIA
TO THE UNITED NATIONS TO THE SECRETARY-GENERAL

File No. 214/3

19 January, 1951.

Sir,

Convention of 9th December, 1948, on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide

I have the honour, by direction of the Minister of State for External Affairs, to refer to your letter of 21st November, 1950 (C.N.191 a.1950. TREATIES), in which you informed him that the instrument of accession of the Government of the People's Republic of Romania to the Convention on the Prevention of the Crime of Genocide containing certain reservations relating to Articles IX and XII had been deposited with you in accordance with Article XI of the Convention.

¹ Sent in English or in French to all Member States and to non-member States parties or invited to become parties to the Convention.

I am directed to inform you that the Australian Government does not accept the reservations contained in the above-mentioned instrument of accession.

I have, etc.

(Signed) K. SHANN,
For the Minister.

Annexed Document No. 13

Annex 2 to C.N.II.1951.TREATIES

THE ACTING PERMANENT REPRESENTATIVE OF AUSTRALIA
TO THE UNITED NATIONS TO THE SECRETARY-GENERAL

File No. 214/3

31 January, 1951.

Sir,

I have the honour by direction of the Minister of State for External Affairs to refer to your letter of 18th December, 1950 (CN.196 a.1950. TREATIES) in which you notified him that on the 14th November, 1950, the instrument of accession of the Government of the Republic of Poland to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, with reservations relating to Articles IX and XII had been deposited with you, in accordance with Article XI of the Convention.

I am directed to inform you that the Australian Government does not accept the reservations contained in the above-mentioned instrument of accession.

I have, etc.

(Signed) K. SHANN,
For the Minister.

Annexed Document No. 14

C.N.II.1951.TREATIES

CONVENTION DU 9 DÉCEMBRE 1948
POUR LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION DU CRIME DE GÉNOCIDE

Communications par l'Australie¹

28 février 1951.

Je suis chargé par le Secrétaire général de vous communiquer ci-joint une traduction du texte de deux lettres reçues du représentant par intérim de l'Australie auprès des Nations Unies concernant l'attitude

¹ Adressée en français ou en anglais à tous les États Membres et aux États non membres parties à la convention ou invités à le devenir.

de son gouvernement au sujet des réserves formulées par le Gouvernement de la République populaire de Roumanie et par le Gouvernement de la République de Pologne dans leurs instruments d'adhésion à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

La présente communication est transmise conformément au paragraphe 3 de la résolution adoptée par l'Assemblée générale le 16 novembre 1950, relative aux réserves aux conventions multilatérales.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) IVAN S. KERNO,
Secrétaire général adjoint,
Département juridique.

Annexed Document No. 15

Annexe 1 à la communication C.N.II.1951.TREATIES

LE REPRÉSENTANT P. I. DE L'AUSTRALIE AUPRÈS DES NATIONS UNIES
AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Ref. 214/3

19 janvier 1951.

Monsieur le Secrétaire général,

Convention du 9 décembre 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide

D'ordre du ministre d'État pour les Affaires extérieures, j'ai l'honneur de me référer à votre communication du 21 novembre 1950 (C.N.191 a. 1950.TREATIES), par laquelle vous lui avez fait connaître que l'instrument d'adhésion de la République populaire de Roumanie à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, contenant certaines réserves au sujet des articles IX et XII, a été déposé auprès du Secrétariat, conformément aux dispositions de l'article XI de la convention.

Je suis chargé de vous informer que le Gouvernement australien n'accepte pas les réserves formulées dans l'instrument d'adhésion mentionné ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, etc.

Pour le Ministre,
(Signé) K. SHANN.

Annexed Document No. 16

Annexe 2 à la communication C.N.II.1951.TREATIES

LE REPRÉSENTANT P. I. DE L'AUSTRALIE AUPRÈS DES NATIONS UNIES
AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Ref. 214/3

31 janvier 1951.

Monsieur le Secrétaire général,

D'ordre du ministre d'État pour les Affaires extérieures, j'ai l'honneur de me référer à votre communication du 18 décembre 1950 (C.N.196 a.

1950.TREATIES), par laquelle vous lui avez fait connaître que, le 14 novembre 1950, l'instrument d'adhésion de la République de Pologne à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, avec réserves au sujet des articles IX et XII, a été déposé auprès du Secrétariat, conformément aux dispositions de l'article XI de la convention.

Je suis chargé de vous informer que le Gouvernement australien n'accepte pas les réserves formulées dans l'instrument d'adhésion mentionné ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, etc.

Pour le Ministre,
(Signé) K. SHANN.

Annexed Document No. 16 a

THE ACTING PERMANENT REPRESENTATIVE OF AUSTRALIA TO THE
UNITED NATIONS TO THE SECRETARY-GENERAL

File No. 214/3

19th March, 1951.

Sir,

I have the honour to refer to the letter of 15th November, 1950, in which, by direction of the Minister of State for External Affairs, you were informed (*inter alia*) that the Australian Government did not accept the reservations contained in the instrument of ratification of the Republic of the Philippines, dated 23rd June, 1950, of the Convention of 9th December, 1948, on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide.

I refer to paragraph 2 of the above letter, which is as follows:

"Also, the Australian Government does not accept any of the reservations made at the time of signature of the above-named Convention by Czechoslovakia, the Union of Soviet Socialist Republics, the Ukrainian Soviet Socialist Republic and the Byelorussian Soviet Socialist Republic respectively, and would not, therefore, regard as valid any ratification of the Convention maintaining such reservations."

I have been informed by my Government that the Government of the Republic of the Philippines in a written statement to the Registrar of the International Court of Justice on the matter now pending before the Court, namely the Advisory Opinion requested by the General Assembly on the questions set out in the resolution adopted on the 16th November, 1950, with respect to reservations to multilateral conventions, refers to the existence of a dispute between my Government and the Government of the Republic of the Philippines, it being the words "would not regard as valid any ratification of the Convention maintaining such reservations", contained in the said paragraph 2 set out above, which have given rise to the alleged dispute.

After further consideration of this matter by the Australian Government, and acting on its instructions, I hereby withdraw from para-

graph 2 of the letter of 15th November, 1950, the words "would not regard as valid any ratification of the Convention maintaining such reservations".

I have, etc.

(Signed) KEITH SHANN,
Acting Permanent Australian Representative
to the United Nations.

Annexed Document No. 17

No. UN/13/1

THE MINISTRY FOR EXTERNAL AFFAIRS OF CEYLON TO THE
ASSISTANT SECRETARY-GENERAL

Colombo, 27th January, 1951.

Sir,

I am directed to acknowledge receipt of your letter No. LEG 318/2/03 of 15th November, 1950, regarding the deposit of the instrument of accession by the Government of Ceylon to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide and to state that this Government does not accept the reservations made by the Union of Soviet Socialist Republics, Byelorussian Soviet Socialist Republic, Czechoslovakia, the Philippines, Bulgaria and Roumania.

I have, etc.

(Signed) K. VAITHIANATHAN,
Permanent Secretary,
Ministry of External Affairs.

Annexed Document No. 18

THE ASSISTANT SECRETARY-GENERAL TO THE MINISTER FOR EXTERNAL
AFFAIRS OF CEYLON

LEG.318/2/03 Ceylon

5 March, 1951.

Sir,

I wish to acknowledge the receipt of your letter No. UN/13/1 of 27 January, 1951, in which you state that your Government "does not accept the reservations made by the Union of Soviet Socialist Republics, the Byelorussian Soviet Socialist Republic, Czechoslovakia, the Philippines, Bulgaria and Romania" to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide. I should like in this respect to draw your attention to the last paragraph of the resolution on reservations to multilateral conventions adopted by the General Assembly at its 305th plenary meeting on 16 November, 1950, which instructs the Secretary-General, pending the rendering of the Advisory Opinion by the International Court of Justice, the receipt of a report from the Inter-

national Law Commission and further action by the General Assembly, to follow his prior practice with respect to the receipt of reservations to conventions and with respect to the notification and solicitation of approvals thereof, all without prejudice to the legal effect of objections to reservations to conventions as it may be recommended by the General Assembly at its sixth session.

The practice followed by the Secretary-General is based *inter alia* on the principle that "A State or international organization accepting a treaty impliedly consents to every reservation thereto of which that State or organization then has notice" (Article 10, paragraph 5, of the draft Convention on the Law of Treaties included in the Report on the Law of Treaties by Professor J. L. Brierly, presented to the International Law Commission at its second session, Document A/CN.4/23, page 49, of the English text). It is in accordance with this principle that the Secretary-General addressed to your Government his letter No. LEG.318/2/03 of 15 November, 1950.

On the other hand, the instrument of accession of Romania to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide having been received by the Secretary-General after the deposit by your Government of its instrument of accession to the said Convention, I will not fail to communicate to all interested States the position of your Government in respect of the reservations made by Romania.

Please accept, etc.

(Signed) IVAN S. KERNO,
Assistant Secretary-General,
Legal Department.

Annexed Document No. 19

C.N.21.1951.TREATIES

CONVENTION OF 9 DECEMBER, 1948,
ON THE PREVENTION AND PUNISHMENT OF THE CRIME OF GENOCIDE

*Communication from Ceylon*¹

7 March, 1951.

Sir,

I am directed by the Secretary-General to inform you that he received a letter on 6 February, 1951, from the Minister of Defence and External Affairs of Ceylon in which it is stated that the Government of Ceylon does not accept the reservations made by Romania to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide.

¹ Sent in English or French to all Member States and to all non-member States parties or invited to become parties to the Convention.

The present communication is made in accordance with paragraph 3 of the Resolution on reservations to multilateral conventions adopted by the General Assembly on 16 November, 1950.

Please accept, etc.

(Signed) IVAN S. KERNO,
Assistant Secretary-General,
Legal Department.

Annexed Document No. 20

C.N.21.1951.TREATIES

CONVENTION DU 9 DÉCEMBRE 1948
POUR LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION DU CRIME DE GÉNOCIDE

*Communication de Ceylan*¹

7 mars 1951.

Le Secrétaire général m'a chargé de vous informer que, le 6 février 1951, il a reçu du ministère de la Défense et des Affaires extérieures de Ceylan une lettre déclarant que le Gouvernement de Ceylan n'accepte pas les réserves formulées par la Roumanie à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

La présente communication est transmise conformément au paragraphe 3 de la résolution adoptée par l'Assemblée générale le 16 novembre 1950, relative aux réserves aux conventions multilatérales.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) IVAN S. KERNO,
Secrétaire général adjoint,
Département juridique.

Annexed Document No. 21

THE PERMANENT REPRESENTATIVE OF NORWAY TO THE UNITED NATIONS
TO THE ASSISTANT SECRETARY-GENERAL

February 9, 1951.

Sir,

With reference to your letter of December 18, 1950, concerning the reservations made by the Government of Poland at the time of its accession to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, the Norwegian Government wishes to make the following observations :

¹ Adressée en français ou en anglais à tous les États Membres et aux États non membres parties à la convention ou invités à le devenir.

In view of the fact that the question of the legal effect of certain reservations made by several States to the afore-mentioned Convention has been submitted to the International Court of Justice with a request for an Advisory Opinion, the Norwegian Government desires to await this opinion before expressing any view concerning the said reservations.

I have, etc.

(Signed) BREDO STABELL,
Counselor of Embassy.

Annexed Document No. 22

THE ASSISTANT SECRETARY-GENERAL
TO THE PERMANENT REPRESENTATIVE OF NORWAY TO THE UNITED
NATIONS

LEG.318/2/03 (Poland)

16 February, 1951.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of 9 February, 1951, in which you refer to the reservations made by the Government of Poland at the time of its accession to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide.

Due note has been taken of your statement that "in view of the fact that the position of the legal effect of certain reservations made by several States to the afore-mentioned Convention has been submitted to the International Court of Justice with a request for an Advisory opinion, the Norwegian Government desires to await this opinion before expressing any view concerning the said reservations".

Please accept, etc.

(Signed) IVAN S. KERNO,
Assistant Secretary-General,
Legal Department.
